L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX : rue de Chartres 73. | NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 31 JANVIER 1863. | Entre Bienville et Conti.

Nouvelle Orléans

SAMEDI MATIN, 31 JANVIER.

DOUBLE FEUILLE.— On trouvera dans notre seconde page le feuilleton de l'*Abeille*, les annonces de spectacles, celles du shérif et celles des compagnies d'assurance.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par R. T. Montgomery—à la salle d'encan, rue du Camp No 83, très-bonne farine de choix, whiskey, brandy, fromages, tabac, bœuf, chandelles &c. Et au Picayune Tier, à 10 heures 1/2, 140 belles selles.

Par Hector McLean—à ses nouvelles salles d'encan, ci-devant occupées par G. W. Mansou, emolgamre Commune et Tchoupitoulas, whiskey, eaux de vie de pêche et de cerise, malaga, vin d'Oporto, rum de la Jamaique, jambons, farine, chandelles et divers autres articles.

Par E. Roger & Co—à leurs salles d'encan, chapeaux de feutre et de castor, &c.—2-0 caisses chaussures.

Par E. M. Jacobs—rue de la Douane, entre Royale et Bourbon, la fonds de l'établissement et de chaudronnerie et ferblanterie.

Par G. P. Phinney—au vieux Bassin, la goélette "Polar Star".

Par J. B. Crozat—à la Bourse des Marchands et Encanteurs, deux lots de terre au Quatrième District.

Par le Shérif—au Vieux Bassin, la chaloupe "Isabelle".

Par D. E. Morphy—rue des Magasins No 67, bis suite, bœuf salé, jambons, maquereaux, savon &c.

Par Vincent & Co—rue Douane No 64, de en bobines.

Par R. B. Sykes—rue des Magasins No 94, café, en von whiskey, jambons, graines et autres comestibles.

SOUSCRIPTION

AU PROFIT DES OUVRIERS COTONNIERS

Du département de la Seine Inférieure

Nous avons annoncé que nous ouvririons dans nos bureaux une souscription au profit des ouvriers cotonniers du département de la Seine Inférieure. Pour éviter un déplacement aux personnes qui désirent y concourir nous déposons des listes dans plusieurs endroits désignés. Nous sommes heureux du concours que veulent bien nous accorder plusieurs maisons honorables du commerce français et nous prions les personnes qui voudraient se charger de recevoir également des souscriptions de nous donner leurs noms.

Voici la liste des endroits où l'on trouvera des listes :

AU CONSULAT DE FRANCE.

Chez MM. EUGENE ROCHEREAU & Cie, rue St Louis.

PAUL JEOR FILS, rue de la Vieille Levée.

LABUE & PREVOST, rue Carondelet No 30

J. LEIST, rue Carondelet No 16

AUX BUREAUX DE L'ABEILLE, rue de Chartres.

Parmi les souscriptions que nous avons déjà reçues, il en est une que nous devons mentionner d'une façon particulière. C'est une touchante et pieuse offrande de quelques jeunes filles, qui fait honneur à la fois à l'institutrice et à ses élèves. Voici la lettre qui accompagnait l'envoi dont nous parlons :

Nouvelle Orléans, ce 30 janvier 1863.

Messieurs les rédacteurs de l'*Abeille*,

Messieurs,

Ci-incluse, vous trouverez la somme de trente piastres et dix cents, ($13 10 cts) que les enfants ci-dessous nommés, élèves de ma classe,—ont souscrite en faveur des ouvrières français dont la détresse est si navrante, et pour lesquels vous sollicitez des secours dans votre numéro du 28 courant.

Veuillez je vous prie au nom de ces enfants, recevoir cette faible contribution et me considérer

Votre respectueuse servante,
MARIE QUEYRON.

ELEVES—Louise Del Nobil.
Laure et Anna Gauel,
Susie et Carrie McArthur,
Malvina Congot
Charles et Ferdinand Goldenberg,
Noémie Pinard,
Céleste et Willie Calongne,
Caroline Rosenwight,
Elvina Falk,
Joséphine Amate, et Clerfayt Mo
relle Guiramound,
Marie et Alice Huard,
Hélène, Louise et Charles Tonlant
Beauregard,
Marie et Ernest Deselle,
Eliza Rhien,
Kate Revell,
Blanche Marionneaux,
Oscar Saldu,
Marie Laboulin,
Alice Penn,
Elizabeth et Mary Ann Hertzberger

CHANGEMENT DE LOCAL—M HECTOR MCLEAN, encanteur, annonce aujourd'hui qu'il a transféré son établissement aux nouvelles salles d'encan, ci devant occupées par Geo. W. Manson, à l'encoignure des rues Commune et Tchoupitoulas.

CHRONIQUE LOCALE.

BATEAU A VAPEUR COULE—Nous apprenons que le bateau à vapeur *General Williams* a coulé hier au Détour des Anglais, en faisant son voyage régulier aux forts. Le *Gen. Williams* avait été pris par les autorités fédérales au moment de l'occupation de la ville, il portait alors le nom de *Burton*. Nous croyons qu'il n'y a pas eu d'adjudication, bien qu'il ait été question d'instituer une commission de prise ; nous ignorons donc sur qui la perte tombera.

COUR PROVISOIRE DES E U.—*Juge Peabody*—Le colonel Field a présenté de nouveau devant la Cour hier la demande de mise en liberté, sous caution, de M. Lucien Adams. Ce dernier a été arrêté peu de temps après l'occupation de la ville par ordre du général Butler, et détenu aux forts St-Philippe et Pickens d'où il a été amené en ville pour être jugé devant la commission militaire sur l'accusation de crimes et délits pour avoir organisé et dirigé des bandes de conspirateurs contre l'autorité des Etats-Unis, et avoir fait arrêter, goudronner et emplumer Chas. Ellis, le 1er octobre 1861.

M. Field a fait observer que les lois des Etats-Unis avaient été en vigueur depuis le 24 avril, que Adams avait été précédemment envoyé par le grand jury devant la Cour criminelle, que la poursuite, par information devant la commission militaire avait été basée sur ce renvoi, et que le dossier avait été transféré de la commission militaire à cette Cour qui avait été organisée sous la saison du Président des Etats Unis et avait reçu le pouvoir de juger les cas suivant les lois et la Constitution des Etats-Unis ; il a soutenu en conséquence que son client était sous la garde de la Cour et avait droit à être mis en liberté sous caution.

Il a avancé en outre que le délit n'était pas militaire, parce qu'il n'était pas connu avant l'occupation, et que le prévenu avait droit d'être admis à donner caution aussi bien que dans le cas de faux. Ce n'est pas une trahison, suivant la définition de la Constitution et le Congrès même ne peut étendre cette définition. Un simple avou de préférence ou d'allégeance à la Confédération du Sud ne constitue pas la trahison. Il faut pour cela quelque acte donnant assistance ou encouragement à l'ennemi, tel qu'une prise d'armes ou des renseignements fournis à l'ennemi ; et aucun homme ne peut être jugé de répondre d'un crime autrement que par le verdict de renvoi d'un grand jury, excepté ceux qui appartiennent à l'armée et à la marine, là où les lois des Etats Unis sont en pleine vigueur.

Tout homme a droit au privilège de la mise en liberté sous caution pour un crime moindre que celui de capital. Aaron Burr lui-même a été admis à caution lorsqu'il était poursuivi pour trahison contre les Etats-Unis ; et bien qu'il puisse être quelquefois convenable de détenir quelques personnes dangereuses, il n'y a rien qui justifie l'exception dans ce cas.

M. Leamont a répliqué que le dossier de cette affaire, ainsi que plusieurs autres, avaient été récemment transmis de la commission militaire à cette cour, et qu'il croyait que toutes les cours supérieures pouvaient admettre à caution bien qu'elles n'y fussent pas tenues. Dans cette affaire il fallait tenir compte de la nature de l'allégation. Il soutient que les actes allégués constituaient une trahison, et que l'arrestation et l'emprisonnement d'hommes parce qu'ils étaient ouvertement ennemis une aide et un encouragement pour l'ennemi. Ce serait seulement quand le renvoi devant un petit jury serait ordonné, qu'il y aurait lieu de demander la mise en liberté sous caution ; et il ne croit pas qu'il y ait lieu de l'accorder auparavant.

Le colonel Field a répondu que la question de mise en liberté sous caution devrait être décidée par la Cour parce que l'affaire était pendante uniquement devant cette Cour. Toutes les parties impliquées avec son client et qui avaient comparu devant la commission militaire, avaient été mises en liberté sous caution ou sous parole ; pourquoi son client qui est maintenant sous la garde de cette Cour ne le serait-il pas ? L'avocat a soutenu que la Cour était parfaitement constituée dans ses pouvoirs et qu'elle devait rendre sa décision conformément aux lois et à la Constitution des Etats Unis.

Il a fait l'éloge du juge Hall, de New York, pour sa décision en faveur du rétablissement de l'habeas corpus, et il a approuvé la conduite de la législature du Wisconsin qui a condamné la suspension de ce droit, ainsi que celle du général Banks qui l'a établi à un moment d'*habeas corpus* qui n'existaient à un de ses soldats sur un mandement du départ de son expédition de New-York.

M. Leamont a répliqué que New York et la Nouvelle Orléans étaient dans des circonstances très différentes ; que, dans la première ville, les autorités d'Etat étaient légitimes ; qu'ici la Constitution avait été suspendue par la rébellion, et que la ville était même encore entièrement occupée militairement. Il pense qu'il faut enlever à la rébellion une moitié au moins, sinon les trois quarts de l'Etat, avant de relâcher des hommes tels que Adams.

En réponse à cela le colonel Field a déclaré que le gouverneur Seymour, si légitime qu'il fût, avait promulgué la trahison mille fois plus haut et plus dangereusement que ne l'avaient fait Adams et d'autres de sa classe. Si quelqu'un qu'il croit et qu'il est toujours été il ne pourra jamais justifier le renversement de la rébellion au moyen d'aucun acte arbitraire et inconstitutionnel.

La Cour a mis l'affaire en délibéré et rendra sa décision ultérieurement.

Dans le cas d'Auguste Reuter, accusé de meurtre sur information par l'avocat des Etats-Unis, le colonel Field a formé une opposition.

M Bright a demandé un ordre pour que le greffier soit chargé de prendre le témoignage de Jno. M. Bank, témoin important dans l'affaire Snodgrass contre Th. A. Adams, ce témoin étant sur le point de quitter la ville. L'ordre a été accordé et la Cour s'est ajournée.

L'avocat Myer a fait une autre demande au juge pour la mise en liberté de James Meady, par la raison que sa santé est excessivement mauvaise et qu'il n'y a pas de charge contre lui dans la liste d'accusation qui vient d'être faite. Il opère sur l'ordre du Col. French, pour le mettre simplement sous garde avec plusieurs autres. Les prisonniers ont été amenés à la cour ce matin, pour être interrogés.

Catherine Geary, James McDonald et Mary Hyams ont été arrêtés sous la prévention d'avoir assailli et battu un soldat, rue St Thomas, avant hier soir. L'homme blessé a été incapable de paraître et les accusés ont été reconduits à la geôle.

LA SARNOTE.—Les voleurs ont "opéré" avec tant de succès, depuis quelques semaines, dans notre pauvre ville que nous ne sommes nullement étonnés d'apprendre qu'ils ont poussé l'audace plus loin qu'il n'avaient osé le faire jusqu'ici. Les gens qui ont la mauvaise habitude de réfléchir et de juger de l'avenir par le présent ne se font pas la moindre illusion sur l'état dans lequel nous nous trouverons bientôt à moins que les autorités et la police ne redoublent de vigilance.

Nous arrivons au fait, et nous devons dire que nobs tenons les détails de la victime elle-même.

M Franz Veiter, chroniqueur du *Staats Zeitung* se rendait chez lui, hier matin, à une heure. Au coin des rues Galvez et Bienville, il s'arrêta pour écouter des gémissements partis d'un terrain vague, à quelques pas de l'endroit où il se trouvait. Il entra dans le terrain et trouva, sous un hangard un homme qui se plaignait et disait qu'il avait été poignardé. Tandis que M. Veiter prodiguait ses soins au malheureux il fut saisit à la gorge par deux individus qui étaient passés derrière lui. Les scélérats ne perdirent pas de temps, l'un d'eux le retint et le second lui enleva des poches sept quatre-vingts piastres, une montre et une chaine en or.

Assurés de leur butin, les voleurs disparurent dans l'ombre après avoir jeté le rapporteur violemment par terre, mais ils avaient à peine franchi la distance d'un demi mat que M. Veiter se mit à leur poursuite armé d'un revolver et fit tres sur eux trois fois, sans malheureusement être atteints. Les individus laissèrent tomber la montre dans leur course ; M. Veiter la ramassa, après quoi il perdit de vue les garroteurs.

Nous terminerons notre récit en annonçant que les gardiens de la paix publique brillaient par leur absence à l'heure où ils auraient dû être à leur poste.

Quant à messieurs les garroteurs qu'ils ne se hercent pas du fol espoir de rencontrer une seconde fois une proie aussi riche—les rapporteurs par le temps qui court, je sont pas armés d'une somme de quatre-vingt piastres, d'une montre et d'une chaine en or.

COUR PREVOTALE—Le juge occupait son siége hier matin, de bonne heure. L'enceinte de la Cour était moins encombrée que d'habitude. Wm Price, qui a été accusé de battre une femme, a été condamné à un mois de prison.

Le tumulte dont nous n'avons pas pu entendre le nom s'est vu forcé de débourser dix piastres. Après s'être repu au restaurant de Rafael, il n'a pas voulu donner autre chose que des billets confédérés et a frappé le garçon.

Vincent Prieto accusé d'avoir, par négligence, laissé sortir, au Stock landing, un taureau qui a blessé une personne, a été renvoyé de la plainte.

Mme Manuel se plaignait d'avoir été violemment assaillie par Mme Constantine, sa voisine. La scène s'est passée dans la rue Poydras qu'ol les habitent toutes deux. Il paraît que ces dames et leurs familles ne s'aiment pas et les rapports qui existent entr'elles ne sont pas de ceux qui rendent un voisinage agréable. Le juge a cru que le meilleur moyen d'amener la paix si non une réconciliation était de condamner l'accusée à cinq piastres d'amende et d'exiger un cautionnement de Mme Manuel.

Hester Steele, mulatresse, arrêtée pour avoir menacé de mettre le feu à une maison et parce qu'elle est une "nuisance" pour les voisins, a été condamnée à dix piastres d'amende.

Un soldat qui avait déserté la batterie de N. York, a été condamné à 6 mois de détention sur l'île aux Vaisseaux.

ESQUÊTE.—Le cadavre que cherchait le coroner a été trouvé dans le canal près du Lac. On ignore le nom du défunt, mais voici son signalement : Quarante ans, longs cheveux noirs, barbe noire coupée, portant une bonne de flanelle bleue, gilet de drap, des boutons des E.-U., un pantalon de couleur brune, de gros brodequins, une chemise de coton blanc uni, une chemise de peau en flanelle rouge, un mouchoir de soie rouge, des bretelles en cuir. Taille, cinq pieds huit pouces.

PRIX DU PAIN.—Le prix de la farine étant de $9 30 le baril, les boulangers devront donner, à partir de dimanche prochain, fer février :

52 onces pour 20 cents,
26 " " 10 "
13 " " 5 "

L'ordre émane du Maire.

EDITION D'HIER SOIR.

Inondation de "green backs"

EN CALIFORNIE.

Il arrive aujourd'hui en Californie, à propos des "green backs" [des dos verts], précisément le contraire de ce qui a été prévu et prédit. On avait dit : Bah ! le pays produit de l'or ; il n'y a pas à redouter que l'or y fasse jamais défaut, ni que la monnaie de papier en prenne jamais la place. On s'est trompé. Il y a encore de l'or, mais cet or s'écoule peu à peu, prend la route de l'Est et se trouve remplacé de plus en plus chaque jour par les "green backs."

Le cas est grave.

Voyez vous ce qui arrive dans l'Est la surabondance de papier a fait monter de prix toutes les denrées de consommation ; tout est cher. Cependant les salaires ne sont pas montés dans la même proportion, loin de là, ils sont restés stationnaires, de sorte que, comparativement, l'ouvrier gagne moins et souffre plus.

Cet état de choses menace la Californie à mesure que se produit l'invasion de papier.

Il faut ajouter que le tarif des contributions de guerre fait hausser, de son côté, le prix des marchandises.

Cette seconde cause très active d'un renchérissement général des objets de première nécessité vient donc s'adjoindre au fléau de l'inondation du papier-monnaie pour créer concurremment une situation délicate, inquiétante, périlleuse même.

A quoi servirait-il de chercher à s'aveugler sur ces faits qui intéressent tous et chacun ? A rien, si ce n'est à pousser dans le précipice ceux qui se voient pas. Mieux vaut cent fois regarder en face le danger imminent et chercher à le conjurer, s'il se peut, en éveillant sur lui l'attention publique. Quoi qu'on fasse, il faudra bien, un jour ou l'autre, arriver au pénible quart d'heure de Rabelais. Quand l'heure de rembourser des "green backs" aura sonné, il bouleversera des fortunes et les ruinera. Mieux vaut donc se préparer à cette éventualité.

Qu'en conseillez-vous ? Il y a trop de "green backs." Mais le mal gît moins dans la surabondance de ces valeurs de convention que dans la loi qui, en lieu de les assimiler complétement à l'or, est la première à établir entre elles et les espèces de pernicieuses différences de niveau.—Cette loi n'est pas irrémédiable. Le Congrès est là qui d'ordinaire n'est pas chiche d'amendements.

Revenons aux erreurs d'appréciation commises ici à l'apparition du papier monnaie.

On avait dit encore : A quoi bon s'alarmer de l'émission de tous ces billets ? S'il en vient en Californie, on les renverra dans l'Est. Quoi de plus facile ? La Californie achète plus qu'elle ne vend. Il lui sera toujours une forte balance de compte à solder. Elle paiera en papier. D'ailleurs, ajoutait-on, tant qu'à le payer, obéissant à ses habitudes, répugnera à recevoir du papier, mal ne sera tant d'en importer, et on n'en trouvera pas à placement. Il n'y aura donc de papier dans le pays que celui qu'enverra le gouvernement pour payer ses fournisseurs, ses employés et ses entrepreneurs de travaux publics.

Ces dernières ne seront quittes pour accompter à porte cette monnaie, et elle retournera dans l'Est presque inaperçue au milieu des masses d'or destinées à étendre la grappe de l'impertinence.

Très bien raisonné. Malheureusement on avait compté sans la spéculation. Celle-ci a laissé dire, puis elle est partie en tapinois, s'est insinuée au cœur de la place, a dit un mot à l'oreille à chacun de ses intérêts, s'est fait des partisans, et triomphe aujourd'hui de tous les beaux arguments derrière lesquels on se croyait à l'abri.

Et la Californie, loin d'être protégée contre l'invasion des "green backs", en est plus menacée que n'importe quel autre Etat.—Plus elle a de l'or, plus la spéculation aux doigts crochus tire sur elle. Son or s'écoule ; le papier surgit. Attendons !

Le ressort que l'on fait mouvoir pour arriver à ce résultat, c'est l'intérêt. Non l'intérêt général, celui-là on s'en moque pas. Mais l'intérêt individuel ; celui-là, on ne s'en moque pas.

Comment résister à ce rouage tout-puissant. Ou dit à ceux qui ont de l'or : Envoyez votre or dans l'Est et achetez des "green backs", vous gagnerez de 30 à 34 pour cent. — On leur dit encore : Faites revenir ici vos "green backs" ; ils sont dépréciés dans l'Est, vous trouverez profit à les revendre ici et vous recommencerez indéfiniment l'opération.

L'or, docile à l'instinct de l'amalgame, suit le conseil, part pour l'est et ne revient plus.

A ceux qui ont des paiements à faire à New York ou quelque part par là, qui ont de l'or en caisse et songent qu'en convertissant cet or en papier ils éteindraient leur obligation tout en bénéficiant de 10 à 12 pour cent, prix du change californien, la spéculation souffle cet autre avis : gardez-vous bien d'acheter ici du papier sur lequel vous ne pouvez presque rien gagner ; envoyez plutôt votre or à New York. votre agent réalisera le change au prix du marché, et au lieu de 10 vous bénéficierez de 30 pour cent et peut être de plus encore.

Et le débiteur, agréablement chatouillé par cette perspective de gain, fait suivre à son or le courant qu'on lui indique.— Le courant l'or n'est pas le courant qu'il faut dire, c'est le torrent qui entraine qui grossit à chaque départ de steamer.

Le mal se propage Pour peu qu'il dure, où nous mènera-t-il ? (*Echo du Pacifique.*)

STEAMER ATTENDU.—Le steamer *Creole*, parti de N. York le 21, est attendu ici aujourd'hui ou demain.

ABONDANCE D'AGRUMES EN CALIFORNIE.—On lit dans un journal de San Francisco :

Il est arrivé 90,000 journaux de l'Est par le steamer *Sonora*. On ne dira pas que les habitants de ce pays sont indifférents à la politique des bords de l'Atlantique.

TROUPES DANS LA CAROLINE DU NORD.—Le N.Y. *Post* dit que les troupes cantonnent à Washington dans la Caroline du Nord et non dans la ville d'Hexéodor d'importants mouvements ont lieu dans son sens, ainsi que nous l'apprenons d'une source digne de foi. On propose d'y établir un département naval indépendant pour le capitaine Alexander Murray commandant les forces navales dans les eaux de la Caroline.

EVASION DE L'ALABAMA.—Le département de la marine a reçu avis que l'*Alabama* est arrivé à l'île déserte de Blanquitta, devant la côte de Venezuela, par le 12 20 de latitude nord et par 68 de longitude ouest, de Greenwich, le 12 du mois dernier. Il y a trouvé, sui vant un rendez-vous donné, un navire qui avait apporté du charbon. Il en a pris la cargaison et, cette opération achevée, il s'est remis en mer le lendemain. Deux baleiniers américains se trouvaient dans les mêmes eaux. Le commandant de l'*Alabama* fit arrêter leurs capitaines et les tint à la chaine jusqu'à ce que son navire fut prêt à partir, dans la crainte qu'ils ne donnassent à quelque batiment de guerre américain avis de sa présence dans le port de Banquitta. Le steamer des E. U., *San Jacinto*, y arriva dans la matinée du 14, mais l'*Alabama* était parti depuis 24 heures.

ARRIVAGE.—Le *Delta* de ce matin annonce que le navire à hélice, *Kensington*, est arrivé hier de Rio Grande, avec environ 300 réfugiés du Texas.

LA MAISON JECKER ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS.—On lit dans le *Constitutionnel* :

"Le président Juarez a fait publier à Mexico et distribuer au corps expéditionnaire, des lettres vraies ou supposées, venant de Paris et contenant des insultes et des insinuations perfides contre les chefs de l'armée, les agents diplomatiques et des hommes politiques. L'attitude calme qui leur parut toujours être le privilége de ces hommes. Il est bon de rappeler que si le gouvernement français a accordé sa protection à la maison Jecker, aujourd'hui en faillite, il ne l'a fait que sollicité par les pétitions d'un grand nombre de maisons de commerce françaises très respectables.

"Quant aux bons dont il a été si souvent question, et pour lesquels les créanciers français réclament non pas une somme déterminée, mais la reconnaissance d'un emprunt public contracté par le gouvernement précédent, ils sont sous les scellés et restent le gage de ces mêmes créanciers ; ils n'ont donc pu être achetés à vil prix par des spéculateurs comme on l'a prétendu, et du reste, leur validité sera appréciée par une commission, dans la forme indiquée par M. Billault au Corps-Législatif.

"Ainsi doivent tomber toutes les insinuations calomnieuses que les ennemis du gouvernement français se plaisent à répandre à l'étranger."

(*Delta.*)

LES INDIENS DU NORD-OUEST.—Un correspondant écrit de Des Moines, Iowa, au *Chicago Times*.

Il y a ici plusieurs officiers attachés au service de la frontière du Nord Ouest. Leur opinion à tous est que les indiens recommenceront les hostilités au printemps le long de la frontière. La plus grande partie des redoutes sur la ligne septentrionale de cet Etat sont terminées. Il y a un régiment à Fort Ridgely, stationné sur tout dans l'Etat pour mettre des garnisons sur toute la frontière de la ligne du Minnesota à la frontière du Missouri, et environ 400 au fort Randall, Nebraska.

Correspondance de Londres adressée au New York Herald.

Londres, 3 janvier 1863.

Les nouvelles de Fredericksburg ont produit cette semaine une profonde sensation à Londres. La presse Tory est dans la jubilation et répète sur tous les tons : "Nous l'avais bien dit."

Commercialement, d'après de nombreuses conversations que j'ai eues avec des négociants et des banquiers, la croyance est que les Etats-Unis sont sur la grande route de la banqueroute, et que la répudiation de la dette sera l'idée première aussitôt que la guerre sera finie. Les opinions concernant la position, la perspective, le crédit et la solvabilité des Etats Unis, n'ont jamais été si défavorables qu'en ce moment—et remarque bien ce que je dis, mais avec connaissance de cause, dans le renversement de la rébellion, et les mêmes aspirations à voir le guerre finir bientôt.

Je ne pense pas que ce pays ait jamais été aussi loin d'une intervention qu'il l'est maintenant. On dit : Pourquoi interviendrions-nous quand les rebelles donnent aux Etats Unis plus de besogne qu'ils n'en peuvent faire ?

Le programme politique de lord Palmerston pour 1863 est arrêté. Il ne quittera pas son poste, ne sera battu sur aucune mesure gouvernementale et ne démissionnera pas. Le parlement renforcera cependant son cabinet en prenant un homme nouveau. Cet heureux individu est ce bon excentrique, John Arthur Roebuck. Sir Robert Peel doit recevoir une promotion du secrétariat d'Irlande. M. Caldwell prendra sa place, et M. Roebuck sera fait chancelier du duché de Lancaster.

M. Roebuck a été pendant longtemps le fermier ami de l'Amérique et des gouvernements révolutionnaires jusqu'à dernièrement. Il est maintenant presqu'un tory, et ami de l'Autriche.

Palmerston trouvant que l'alliance de Napoléon est une fiction et un *humbug*, est en train de se faire des amis dans les Allemands entre le Rhin et le Danube, et John Bull et l'Autrichien vont devenir frères. Aussitôt que le roi de Prusse actuel ne sera plus de ce monde, alors la couronne reviendra à des enfants de l'Angleterre. De la sorte l'ancien catalogue des principaux fleuves d'Europe pourra figurer sous le titre de bours d'eau anglais.

Je tiens mes renseignements sur le projet philo-autrichien d'un membre du parlement bien placé pour être au courant. Maintenant tout ce que Lonis a à faire, est de rester ami avec la Russie, et si la France veut se joindre à eux, ils formeront un triumvirat assez fort pour toutes les éventualités.

Je regarde cette alliance avec l'Autriche comme le mouvement politique le plus important qui ait eu lieu sur l'échiquier européen depuis quelque temps. Cela ne veut rien dire de bon pour les aspirations des Vénitiens en Italie. Mais qu'importe à la nation des boutiquiers !

Correspondance parisienne du *N. York Herald*.

Paris, 2 janvier 1863.

L'admirable mais navrante description faite par le *Herald*, du désastre de Fredericksburg a déjà fait le tour du monde européen et les hommes de tout âge et de toute profession s'en occupent.

Une pareille catastrophe, si fidèlement et si candidement rapportée, a produit en France l'effet d'un coup de tonnerre, et si vous ayiez entendu comme moi les remarques faites sur ce sujet à la réception impériale d'hier au palais des Tuileries, où chaque ordre de l'Etat se trouvait représenté en corps par ses plus hauts fonctionnaires, vous n'auriez pas le moindre doute sur ce qu'y va suivre inévitablement, c'est à dire sur une intervention européenne opérée de concert pour arrêter l'effusion du sang.

Le langage dont on se servait à l'égard de l'administration de Washington était si peu rêservé que l'épreuve des scrupules à le répéter, mais M. Dayton qui était là doit savoir que je dis simplement la vérité, et ses dépêches à son chef doivent confirmer ce que je dis quand je soutiens que le sentiment public, dans cette occasion, s'est prononcé aussi fortement que la décence pouvait le permettre contre l'influence politique d'Outre-mer—qui avait poussé la bravade à encourir une défaite et une perte d'hommes dont la seule idée fait frémir.

Je ne sais pas libre de citer des noms ; mais je pourrais dans cette haute région, nommer les hommes d'une influence supérieure qui ne se gêneraient pas pour dire que la France était résolue de mettre à elle seule un terme à cette effusion de sang, si l'Angleterre continuait à se tenir à l'écart.

Envers M. Seward, le ton général des interlocuteurs était plein de rancune. Toutes les prédictions qu'il avait faites, toutes les paroles qu'il avait écrites, étaient manifestement fausses et plutôt il abandonnerait son poste, mieux cela vaudrait pour l'Amérique.

Autant que je puisses inférer, les opinions de beaucoup de gens étaient que par l'influence de la France une chance restait encore de sauver l'intégrité de l'Union et que, sur ce point, si le Nord s'engageait nullement à prêter ses bons offices, en faisant l'Angleterre en dehors de la question, Napoléon pourrait dire fait pour quelques mots sur les terribles blessures faites au corps politique des Etats Unis.

Que l'Angleterre ait un intérêt dans la continuation du conflit, ce que la France n'a pas, on l'admettait généralement et si une telle ouverture était faite, avec la France pour arbitre, il ne faudrait pas craindre qu'elle jouât le rôle d'Edward Ier d'Angleterre, parce que toutes ses sympathies aussi bien que tous ses intérêts, doivent être en faveur de la conservation de l'Union.

Le blocus, cité à chaque moment, a été d'obtenir un tab eau complet de toutes les propriétés situées dans les limites du Premier District du Second Comté et de celles qui sont en vente dans les mêmes limites. Cet état sera terminé, dit-on, le 15 février prochain, et alors les propriétés seront offertes à la vente publique par le shérif, qui en fera la délivrance aux acquéreurs.

Un travail est terminé, la dépense est faite, des copies ont été déposées dans les différentes hypothèques pour le public et l'intérêt. Après qu'il en est été donné avis, ainsi que le veut la 7e section de la loi de 1858, il fut demandé à la Troisième Cour de District, un décret d'hypothèque sur les mêmes limites du District, et le décret fut rendu en faveur des commissaires, le 24 août 1861.

Ce mêtre aussi, qui s'étend le long de la ligne du Nouveau Canal et du Vieux Canal, les comm saires sont pénétrés de leur importance, mais ils ne veulent pas compagnie de cesser sont tenues à exposer de la loi, de manière à ce qu'elle puisse être lue de toutes les personnes intéressées pour prévenir des inondations qui pourraient occasionner le ravage de leurs eaux pour la navigation, ou tout au moins une baisse de spéculation. La Compagnie n'est point de dans ses droits et ne demandera pas à obtenir des décrets de manage de la Compagnie du Nouveau Canal pour parties reconnaissantes par ses lois des qui avaient été déclarées.

La partie du Bayou St-Jean, qui s'étend entre la rue Claiborne et le Chemin de la Métairie était déjà désarmée en partie par autorisation d'une acte de Législature de 1858, qui avait approuvé la loi de 1858, mais il est nécessaire de modifier cet système de dessèchement dans cette section et il s'agit de savoir si les propriétaires peuvent être taxés de nouveau pour différentes sections de la ville, ou si la ville devra payer la totalité des taxes imposées à la section en vertu de la loi de 1858, parce que cette ville paie plus grande partie des sections de la compagnie. Il paraît que la ville a payé $1,000 de plus que le percevait des taxes. Les trois dernières sections de cette dernière appartiennent à des propriétaires individuels. Il faudra naturellement que ces derniers paient les taxes imposées sur leurs propriétés, et ce sera probablement la première fois que ces propriétés seront taxées. Il paraît que le système actuel de dessèchement a été reconnu défectueux par les résidents des rives.

Le dessèchement de cette section a été presque entièrement fait par les privilégiés accordés par la ville à la Compagnie des chemins de fer, en vertu de la résolution No 8,312, publiée qui exige que ces derniers fassent des travaux de manière à ne pas nuire aux propriétés riveraines.

Il est donc évident qu'il est nécessaire de prendre l'ensemble des travaux pour mettre à effet que les résidents de ces localités aient les bénéfices auxquels ils ont droit.

Voici une copie de l'opinion de M. C. Rost lue avec et du Board, sur cette question : Elle contient des renseignements précieux pour les propriétaires de terres situées dans les environs de la ville.

"1.—La partie de la première section comprise entre la rue Galvez et le Canal de la Métairie, le Nouveau Canal et le Vieux Canal, ne peut pas, selon mon opinion, être asséchée de manière à ce que les propriétaires puissent en tirer profit, sans une dépense considérable, qui excéderait de beaucoup la valeur des terres. Cette section est séparée du reste de la section de dessèchement et couvrant moins sous tous les rapports que ce qui se fait aujourd'hui. L'eau que la machine de la rue Bienville pompe dans le Bayou St-Jean est refoulée par le débordement depuis nombre d'années, car les matières que l'on a déposé dans le chenal empêche la navigation. Les propriétaires qui demeurent le long du Canal s'opposent à ce que l'eau y soit et ont raison de ne point jeter dans le Bayou. Les Commissaires s'efforcent actuellement remédier au mal.

"2.—Le terrain situé entre le Bayou St-Jean les pêcheurs vendent en grand nombre dans le Bayou, mais ils augmentent tout autant aujourd'hui à donner dans ces canaux de dessèchement. Les propriétaires riverains ont le droit de pêcher dans le leur, mais par suite de la corruption de l'eau qui engendre des maladies, fait d'une eau fraîche du poisson et, qu'on me mot, porte la mort où il va de la ville. Les Commissaires ont pris toutes les mesures pour remédier à ce mal qui, s'il ne disparaissait pas, accélérerait la mort et la ruine. Ils vont établir, dans le rue d'Orléans un aqueduc qui ne recevra que eaux corrompues et les déchargera directement dans le lac. L'importance de dessécher cette section de la ville semble être comprise par les propriétaires ; pourtant on répond ordinairement à l'appel des Commissaires. Tous les citoyens de la Nile-Orléans sont intéressés à ce que ce travail soit achevé, à voir changer un marais en une terre cultivable qui, en quelques années, sera aussi fertile qu'aucune terre en Louisiane, ajoutera plusieurs millières de piastres aux ressources de la ville, rendra la Nile-Orléanse plus saine et fera place pour une plus grande population.

G. INGRAM,
Président.

31janv—2f

Importation directe.

REÇU par les derniers arrivages un bel assortiment de marchandises de printemps telles que :

BAREGE ANGLAIS,
COTONNADES,
INDIENNES FRANÇAISES,
INDIENNES ANGLAISES,
COUTILS,
DRAPS D'ETE,
CORSETS,
MERCERIES DIVERSES,
FLEURS,
RUBANS,

Et tous articles pour marchands de dry goods et modistes.

A vendre en gros par O. RAVELET & FILS,
40janv—7f 39, rue de Chartres.

PENSION.

UNE ou plusieurs personnes voulant prendre pension dans une famille Créole, pourront s'adresser au bureau de cet journal au No 138 rue Bourbon, entre St-Pierre et Toulouse.

Nouvelle-Orléans, 30 janvier 1863. 31 Jan—1f

Papier à lettres et à billets — Enveloppes.

UN bel assortiment de papier à lettres et papier à billets, unis et rayés ; un assortiment d'enveloppes blanches et grises.

A vendre par OSCAR BERCIER & Cie,
30 jan—6f Rue Tchoupitoulas, No 77.

POIS MESS—500 barils pore mess.
A vendre par OSCAR BERCIER & Cie.
30 jan—6f Tchoupitoulas

VIN de Bordeaux—30 bques. Montferrand, de Drouin & Gautier, en débarquement et en entrepôt "Cosmas" vendus par OSCAR BERCIER & Cie.
1 fév—6f Rue Tchoupitoulas, No 77, rue St Louis

LISTE MARITIME.

Port de la Nouvelle-Orléans.

EXPÉDIÉ HIER.

Nérite Catharine, Freeman, New York.
Barque St Mary, Pendleton, Boston.
Brick Edwin, Sarter, Boston.

ARRIVÉS HIER.

Steamship transport des E U Continental, C S Marshman, New York.
Steamship transport des E U Empire City, Sexter, New York.
Goélette invincible, de la Côte.
Goélette Colombe, de la Côte.
Goélette Star, de la Côte.
Goélette Ada, de la Côte.
Steamboat Liberty, Pilote, Baton Rouge.
Steamboat Mattie, Capt. Hall, 36 hres, Baton Rouge.

Montant le Levee.

Navire transport des E U Onward, New York.

☞ Pour la liste des importations et des exportations voir la partie anglaise.

Rapport du Desséchement.

BUREAU DES COMMISSAIRES,
Premier District des Desséchements, Hôtel de Ville, No 90, Hôtel Orléans.

A l'Honorable Maire et à l'Honorable Conseil Commun de la ville de la Nouvelle Orléans, Lne.

Messieurs—Conformément à la 4me section de cette loi pour dessécher des terres marécageuses dans certaines parties des paroisses d'Orléans et de Jefferson et pour leur donner des issues—cette section approuvée le 15 mars 1858—les Commissaires du Premier District du Desséchement ont l'honneur de soumettre le rapport suivant :

Le Premier Conseil a été spécialement chargé de l'exécution de cette loi et a été requis de faire les propriétés situées dans les limites du Premier District du desséchement, la subdivision en terrains, les noms des propriétaires et l'estimation de chaque lot ou propriété ainsi que de faire publier cet état pendant trois semaines consécutives dans deux journaux de la cité, et de faire publier pendant le même temps, à la porte de la Cour de District, un état de la même nature, contenant la description de chaque lot ou propriété, le nom du propriétaire, et la somme à laquelle chaque lot ou propriété a été estimé, et de faire publier pendant le même temps, à la porte de la Cour de District, un état de la même nature, contenant la description de chaque lot ou propriété, le nom du propriétaire, et la somme à laquelle chaque lot ou propriété a été estimé, et de faire publier pendant le même temps, à la porte de la Cour de District, un état de la même nature, contenant la description de chaque lot ou propriété, le nom du propriétaire, et la somme à laquelle chaque lot ou propriété a été estimé, et de faire publier pendant le même temps, à la porte de la Cour de District, un état